

Unité départementale du Loiret
3 rue du Carbone
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 24/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AFL HONEYCOMB STRUCTURES

6961 rue de Joigny
45320 Courtenay

Références : YA n° 390 / 2024.
Code AIOT : 0010011511

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement AFL HONEYCOMB STRUCTURES implanté 22 rue de Joigny 45320 Courtenay. L'inspection a été annoncée le 19/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a notifié au mois de mai 2023 la mise à l'arrêt définitif des activités de sa société AFL HONEYCOMB STRUCTURES sur le site au n°22 rue de Joigny à Courtenay (autorisation d'exploitation délivrée par arrêté préfectoral du 1er août 2014) et son projet de transfert de l'activité ICPE au n°6961 rue de Joigny à Courtenay (enregistrement d'une unité spécialisée dans la conception et la fabrication de structures alvéolaires en d'abeille aluminium, par arrêté préfectoral du 1er septembre 2022).

Le document de notification prévoyait un arrêt de la production du site dans le courant du mois de septembre 2023 et un démantèlement terminé en avril 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFL HONEYCOMB STRUCTURES
- 22 rue de Joigny 45320 Courtenay
- Code AIOT : 0010011511
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AFL HONEYCOMB STRUCTURES fait partie du groupe familial français AFL, spécialisé dans le domaine du bâtiment avec pour objectif l'isolation thermique et phonique (menuiserie, ferronnerie, ...). Elle a développé une expertise spécifique pour la conception et la fabrication de structures alvéolaires en aluminium composant les barrières homologuées de crash test pour les constructeurs automobiles et les laboratoires de centres d'essais dans le monde entier. Le traitement de surface réalisé par la société sur les structures en nid d'abeille permet d'ajuster la résistance des absorbeurs d'énergie aux différentes normes en vigueur du domaine. Dans le cadre de son expansion, le groupe AFL a acquis le site voisin (au n°6961 rue de Joigny) fin 2019 auprès de l'équipementier automobile japonais IBIDEN, qui y produisait depuis 2002 des filtres à particules pour moteurs diesel, activité encadrée par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Différents événements ont conduit la société AFL HONEYCOMB STRUCTURES à retarder la mise en service de son nouveau site de production au n°6961 rue de Joigny. La société a ainsi déposé au mois de mai 2023 auprès de l'autorité administrative un dossier de notification de l'arrêt définitif de ses activités sur l'ancien site de production situé au n°22 rue de Joigny, indiquant que l'arrêt de production de ce site débiterait dans le courant du mois de septembre 2023 et que son démantèlement serait terminé en avril 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 4.2.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
4	Modifications et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 11.1.6.	Demande d'action corrective	30 jours
5	Gestion des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité et transfert d'installations	Code de l'environnement du 24/09/2024, article R.181-46	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité et transfert d'installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2024, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Mémoire de cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Note de l'inspection :</u> reprise de la NC1 établie lors de la visite d'inspection du 22 décembre 2020 (reprise elle-même de la NC4 de l'inspection du 21 octobre 2019), cette non-conformité n'ayant pas été soldée.</p> <p>L'exploitant n'avait en effet pas déclaré la modification suivante : "L'exploitant a déclaré lors de la visite que le volume des bains de traitements de surface est de 4500 l. Or, l'arrêté préfectoral autorise un volume de bain de 2600 l."</p> <p>L'inspection constate que l'activité de traitement de surface n'est plus exercée sur le site et qu'il reste actuellement une seule cuve de traitement de surface avec un fond de produit, en attente d'élimination.</p> <p>Constat : Cette non-conformité est soldée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le document attendu au titre du constat formulé. Il s'engage à fournir un mémoire actualisé de notification de l'arrêt définitif de l'activité ICPE du site par la société AFL HS, dans lequel un point d'attention particulier sera accordé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'affectation définitive qu'il prévoit pour l'ensemble des installations recensées dans la partie des

locaux exploitée jusqu'à présent comme zone de production d'AFL HS ; - la gestion de l'ensemble des déchets de production résiduels qui se trouvaient sur le site le jour de la visite d'inspection objet du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 4.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Note de l'inspection : reprise de la NC2 établie lors de la visite d'inspection du 22 décembre 2020, cette non-conformité n'étant pas soldée à ce jour. Au titre de cette prescription, le rapport de la visite d'inspection du 22 décembre 2020 avait relevé une non-conformité (NC2, de niveau 2) sous le libellé suivant : "Le plan des réseaux aqueux n'est pas tenu à jour, le point de rejet issu du bassin de confinement étant bouchonné." Sur ce point, le dernier échange en date entre l'exploitant et l'inspection se situe en février 2021, par la fourniture d'un rapport de contrôle de la qualité des rejets aqueux, suite à l'intervention de la société Bureau Veritas en janvier de la même année ; en revanche, les plans n'avaient pas été fournis à l'inspection. Cette non-conformité est donc maintenue jusqu'à fourniture par l'exploitant des plans requis. Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le plan des réseaux aqueux à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection le plan tenu à jour des réseaux d'alimentation et de collecte des effluents liquides, permettant de répondre au constat formulé supra. La fourniture de ce plan doit également permettre de solder la NC2 de la visite d'inspection du 22 décembre 2020.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>« L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant.</p> <p>III. Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel.</p> <p>Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.</p> <p>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Note de l'inspection : reprise de la NC5 établie lors de la visite d'inspection du 22 décembre 2020</p> <p>Au titre de cette prescription, le rapport de la visite d'inspection du 22 décembre 2020 avait relevé une non-conformité (NC5, de niveau 2) sous le libellé suivant : "Les installations électriques ne sont pas entretenues en bon état".</p> <p>Sur ce point, le dernier échange en date entre l'exploitant et l'inspection se situe en février 2021, par la fourniture de photos des interventions, l'exploitant indiquant dans sa communication que l'ensemble des points avaient été traités.</p> <p>L'avis de l'inspection sur les éléments de réponse apportés par l'exploitant était le suivant : "L'inspection prend note des mesures prises par l'exploitant. Une copie du rapport de contrôle des installations électriques doit être adressé à l'inspection (page mentionnant les écarts). Pour chaque écart levé, le technicien doit préciser la date d'intervention et contresigner la déclaration de levée."</p>

<p>Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'inspection demande à l'exploitant de lui présenter un Q18, et le cas échéant un Q19, suffisamment récent(s) au regard de la réalisation du démantèlement des installations et de la nécessité de mise en sécurité du site. L'exploitant ne dispose pas d'un tel document.</p> <p>Constat : L'exploitant ne justifie pas de l'entretien des installations électriques et du traitement des non-conformités relevées lors de la dernière visite d'inspection du site de production en décembre 2020.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit à l'inspection les justificatifs d'entretien et de remise en conformité des installations, qui s'inscrivent d'une part dans le cadre de la mise en sécurité du site avant son arrêt définitif (en l'occurrence, la suppression des risques d'incendie ou d'explosion), mais qui doivent aussi permettre à l'inspection de solder la NC5 de la visite d'inspection du 22 décembre 2020.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 4 : Modifications et cessation d'activité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 11.1.6.</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des mesures de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement et pour l'application des articles R.512-39-2 à R.512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel.</p> <p>Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.</p> <p>La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et des déchets présents sur le site ; - des interdictions ou limitations d'accès au site ; - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ; - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. <p>En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bâtiment est divisé en plusieurs zones, la partie exploitée en tant qu'ICPE depuis 2014 par AFL HS représentait environ 50 % de sa surface totale. Une partie des locaux est occupée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le gardien vivant sur place, dans un logement dédié ; - deux entreprises locataires de la SCI Saint-Firmin (famille POISSON) : la société "CBC meubles" qui reçoit et redistribue des meubles en kit, et la société "CALAO PRINT", une entreprise de sérigraphie.

L'inspection était accompagnée de M. POISSON Olivier (Directeur Général d'AFL HS) lors de sa visite du site, qui a porté sur la partie du bâtiment exploitée par AFL HS ainsi que sur les abords extérieurs du bâtiment (voie périphérique bitumée).

Le rapport reprend ici les différentes prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé, et présente pour chacune d'elles les constats réalisés par l'inspection :

- **Notification à l'autorité préfectorale de la date de mise à l'arrêt définitif de l'installation classée, dans un délai de trois mois au moins avant celle-ci :**

Un dossier de notification de l'arrêt définitif du site a été déposé en mai 2023, soit trois mois avant la date prévisionnelle d'arrêt de production, annoncée pour septembre 2023. **Le même dossier indiquait que le démantèlement serait terminé en avril 2024.**

L'inspection note que le délai de préavis fixé dans l'arrêté préfectoral susvisé a été respecté par l'exploitant.

En revanche, ce mémoire de notification doit être actualisé, au regard des évolutions du projet en matière d'organisation interne, et du retard pris par l'exploitant dans la planification annoncée (cf. le constat réalisé au titre du Point de contrôle n°1 du présent rapport).

En effet, le jour de sa visite, **l'inspection constate que l'ancien site ICPE n'est pas encore totalement démantelé et qu'un certain nombre d'opérations présentées dans le mémoire de cessation d'activité déposé en mai 2023 ne sont pas encore réalisées.**

- **Interdictions ou limitations d'accès au site :**

L'inspection constate l'intégrité apparente de la clôture périphérique, le portail principal et le portillon situés rue de Joigny sont équipés d'un dispositif de fermeture. Un gardien est présent sur le site en permanence. L'inspection note également la présence d'une caméra extérieure à l'angle du bâtiment, face à l'entrée principale, ignorant toutefois si celle-ci est fonctionnelle.

Les portes d'accès aux locaux exploités par AFL HS sont fermées à clé, elles sont ouvertes pour permettre l'accès à l'inspection et refermées à l'issue.

En revanche, l'inspection constate que dans cette partie du bâtiment (AFL HS), il est possible d'accéder à la seconde partie par l'intérieur des locaux, en deux endroits, via des ouvertures dans la cloison séparative ne comportant pas de porte (l'une est simplement équipée d'un rideau de lamelles en PVC, la seconde est condamnée par plusieurs plaques OSB facilement amovibles).

L'exploitant s'engage à condamner ces deux accès intérieurs en fonction de la destination future des locaux, une fois que la cessation des activités d'AFL HS sur ce site aura totalement été actée au plan administratif.

- **Suppression des risques d'incendie et d'explosion :**

L'inspection constate qu'au jour de la visite d'inspection, AFL HS n'a pas encore totalement démantelé ses installations, et que les opérations de transfert et/ou retrait de l'ensemble des machines ou équipements prévues dans le mémoire de cessation d'activité sont entamées mais pas encore finalisées.

Dans la partie du bâtiment exploitée par AFL HS, les réseaux d'alimentation (eau sanitaire, électricité) ne sont pas coupés, et une machine de découpe d'aluminium est toujours utilisée ponctuellement. L'exploitant indique que cette machine ne sera pas transférée sur le nouveau site, et qu'elle devrait être mise en vente.

L'inspection constate la présence à l'intérieur des locaux :

- de quelques installations techniques consignées portant de la rubalise (deux étuves, une presse, une cuve de traitement de surface comportant un fond de mélange liquide qu'il reste à purger) ;
 - d'un certain nombre de matières combustibles d'emballage (cartons, plaques de polystyrène) regroupés en plusieurs îlots ou sur des palettes ;
 - de pièces de métal entreposé sur des racks ou directement au sol : des plaques en métal, des rétentions métalliques grillagées pour produits dangereux, de la matière première et des rebuts de production de structures alvéolaires en aluminium ;
 - de quelques bacs de limaille d'aluminium ;
 - de contenants de matières premières (peinture bleue ultra-mate, colle pour l'expansion de structures) ;
 - de plusieurs GRV étiquetés "lessive de soude 30,5 %" ;
 - de quelques fûts d'huile de coupe ;
 - de plusieurs GRV étiquetés "déchets acide nitrique" ;
 - de contenants de déchets liquides résultant du traitement de surface (mélange d'eau, de potasse et de résidus d'aluminium), représentant une cinquantaine de GRV.
- A l'extérieur des locaux, au Sud-Ouest du bâtiment à proximité des deux bennes à déchets de DIB, sur la voie bitumée périphérique, sont entreposés :
- quelques GRV pleins, étiquetés "lessive de soude 30,5 %", au nombre de six ;
 - une dizaine de GRV entreposés le long du bâtiment, dont certains partiellement vides et d'autres vides, pouvant contenir des déchets résultant du traitement de surface, à l'instar des GRV stockés à l'intérieur (voir supra).

Le mémoire de notification de l'arrêt définitif du site déposé en mai 2023 comporte un "Tableau de synthèse des installations" prévoyant le transfert sur le nouveau site de production de l'ensemble des installations dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif, hormis deux étuves électriques toujours fonctionnelles, mais s'avérant inutiles sur le nouveau site de production (utilisation d'une colle plus performante dans le process industriel). Tel que présenté par le mémoire de cessation d'activité, ces deux étuves constituent les seules installations de production appelées à ne pas être transférées sur le nouveau site.

Le DG d'AFL HS indique à l'inspection qu'une partie des installations ne seront finalement pas transférées sur le nouveau site, pour des raisons techniques (incompatibilité en raison de l'évolution du process de production déployé sur le nouveau site).

Il s'agit des équipements suivants :

- deux étuves électriques à 40 °C de marque OMIA (actuellement consignées) ;
- une presse 50 t (actuellement consignée) ;
- une machine SMID pour la découpe d'aluminium (l'exploitant indique que cette machine est encore utilisée ponctuellement par un personnel du nouveau site ; celle-ci n'était donc pas consignée à la date de la visite d'inspection). La découpe d'aluminium sur le nouveau site sera assurée par une nouvelle machine mieux adaptée à l'évolution du process.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique à l'inspection qu'une révision de la projection initiale des installations (réutilisation sur le nouveau site, maintien, revente ou élimination) a été opérée depuis l'émission du mémoire de cessation d'activités.

L'exploitant souhaite ainsi maintenir une partie des installations implantées sur le site, dont il est propriétaire, et se séparer des autres par revente ou élimination, ayant acté qu'elles ne seraient pas transférées sur le nouveau site de production.

• Evacuation ou élimination des produits dangereux, et des déchets présents sur le site :

Le mémoire de notification de l'arrêt définitif du site déposé en mai 2023 présente également des

quantités estimées de produits dangereux issus de la production d'AFL HS, avec plusieurs modes d'élimination prévus :

- pour les deux bains d'attaque de potasse utilisées à l'atelier de traitement de surface (quantité estimée : 2 x 3,5 m³) : un recyclage local via la station physico-chimique interne, une fois mise en place la nouvelle installation de traitement de surface sur le nouveau site ;
- pour les deux bains de neutralisation (quantité estimée : 2 x 3,5 m³) : une prise en charge par la société SARP Industries sise à Limay (78520) ;
- pour les boues issues de la station "Green CIP" de traitement des bains usés de potasse : prise en charge par la société SARP Industries sise à Limay (78520). Note de l'inspection : le volume de ces boues n'est pas estimé dans le mémoire de cessation ;
- pour la fosse extérieure (stockage intermédiaire des bains de traitement de surface / potasse) : prise en charge des eaux de lavage de la fosse par la société SARP Industries sise à Limay (78520). Note de l'inspection : le volume de ces eaux n'est pas estimé dans le mémoire de cessation.

Dans les cas de prise en charge de ces déchets par un organisme extérieur, le dossier prévoit la communication à l'inspection des bordereaux de suivi des déchets (BSD) correspondants.

L'inspection souhaite que ce dernier point soit rigoureusement abordé dans la version actualisée du mémoire de cessation d'activité, car les quantités de produits et déchets dangereux estimées initialement sont totalement erronées au regard des volumes de déchets liquides résultant du traitement de surface actuellement stockés sur le site (cf. point supra "Suppression des risques d'incendie et d'explosion").

• Surveillance des effets de l'installation sur son environnement :

Un certain nombre de contenants de déchets dangereux étant entreposés sur le site, l'exploitant doit veiller à éliminer l'ensemble des facteurs résiduels de nuisance environnementale. Il indique à l'inspection avoir passé commande au Bureau Veritas d'un diagnostic de pollution des sols, prestation prévue courant octobre, avec remise du rapport en novembre 2024.

Constat : Les installations implantées dans la partie des locaux exploités par AFL HS ne sont pas totalement démantelées, les réseaux d'alimentation ne sont pas coupés, les opérations de transfert et/ou retrait ne sont pas finalisées. Un certain nombre de contenants de produits et déchets dangereux sont entreposés sur le site, à l'intérieur et à l'extérieur des locaux. Les opérations qui devaient s'achever en avril 2024 ne sont pas finalisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inventaire des installations fourni dans le mémoire de notification de la cessation d'activité doit faire l'objet d'une actualisation, d'une part concernant l'organisation du démantèlement de la structure ICPE et la destination des équipements, mais aussi la destination de l'importante quantité de déchets dangereux liquides résultant de l'activité de traitement de surface, actuellement stockés en GRV dans un local situé en partie Sud des locaux.

L'exploitant s'engage :

- à déposer auprès de l'autorité préfectorale, de la Communauté de Communes et de l'inspection des installations classées une version actualisée de son mémoire de notification de l'arrêt définitif du site situé au 22 rue de Joigny, intégrant les modifications apportées à la projection initialement

communiquée.

Ce document devra préciser d'une part les décisions finales d'affectation des installations, mais aussi la qualification et la quantification des déchets dangereux résultant des activités de traitement de surface, dont l'inspection a constaté la présence sur le site, stockés dans des GRV. Un plan de traitement de ces déchets dangereux est attendu de la part de l'exploitant ;

- à communiquer à l'inspection son plan d'action pour finaliser le démantèlement du site (indiquer les opérations déjà réalisées à ce jour, mais aussi la planification de celles à venir) et a posteriori, les éléments de preuve du démantèlement réalisé, par la transmission de planches photographiques.

L'exploitant pourra utilement indiquer dans cette nouvelle version de son mémoire de cessation d'activité la destination future qu'il envisage pour la partie du bâtiment concernée : par exemple la location ou la vente, ainsi que l'utilisation prévue de la réserve foncière attenante.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Gestion des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE

Prescription contrôlée :

[...]

II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an.

[...]

Constats :

L'inspection a consulté le 23 septembre 2024 le site GERE3 (Déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets) : trois déclarations ont été réalisées par la société AFL HONEYCOMB STRUCTURES au titre des années 2020, 2021 et 2022.

Au titre de l'année 2020, la déclaration a été réalisée sous GERE le 17 mars 2021 :

- Déchets dangereux (quantité totale déclarée : 1,74 t) : code déchet de production [15 01 10] - Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus, quantité déclarée : 1,74 t.

Note de l'inspection : la quantité totale de déchets dangereux déclarée en 2020 était inférieure à 2 t.

-Déchets non dangereux (quantité totale déclarée : 30,84 t) :

- code déchet de production [12 01 03] - Limaille et chutes de métaux non ferreux, quantité déclarée : 19,22 t.

- code déchet de production [20 03 01] - Déchets municipaux en mélange, quantité déclarée : 11,62 t.

Note de l'inspection : pour les déchets non dangereux, l'exploitant indique dans sa déclaration que le deuxième enlèvement a été réalisé en 2021.

Au titre de l'année 2021, déclaration réalisée sous GERE le 8 février 2022 :

- Déchets dangereux (quantité totale déclarée : 7,7 t) : code déchet de production [15 01 10] - Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus, quantité déclarée : 7,7 t.

- Déchets non dangereux (quantité totale déclarée : 26,2 t) :

- code déchet de production [12 01 03] - Limaille et chutes de métaux non ferreux, quantité déclarée : 19,88 t.

- code déchet de production [20 03 01] - Déchets municipaux en mélange, quantité déclarée : 6,32 t.

Au titre de l'année 2022, déclaration réalisée sous GERE le 10 mai 2023 :

- Déchets dangereux (quantité totale déclarée : 0 t) :

Note de l'inspection : quantité nulle (l'exploitant a saisi "0 t" dans GERE) déclarée pour le code déchet de production [15 01 10] - Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus.

- Déchets non dangereux (quantité totale déclarée : 15,23 t) :

- code déchet de production [12 01 03] - Limaille et chutes de métaux non ferreux, quantité déclarée : 9,19 t.

- code déchet de production [20 03 01] - Déchets municipaux en mélange, quantité déclarée : 6,04 t.

Note de l'inspection : l'exploitant justifie la baisse du tonnage annuel des déchets non dangereux par une activité moins importante.

Au titre de l'année 2023, l'inspection constate qu'aucune déclaration n'a été réalisée par l'exploitant sous GERE.

Constat : Absence de déclaration de l'exploitant sous GERE au titre de l'année 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier à l'inspection les points suivants :

- la quantité nulle de déchets dangereux dans sa déclaration au titre de l'année 2022 ;
- l'absence de déclaration au titre de l'année 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

